

Engagement du public au Canada :

constats sur les approches décoloniales,
antiracistes et féministes

Rapport de recherche 2025





Remerciements

Nous voulons exprimer notre profonde reconnaissance à toutes les personnes participantes sans qui cette étude n'aurait pas été possible. Merci infiniment pour votre générosité, votre temps, vos réponses et tout le travail que vous accomplissez!

Référence

Réseau de coordination des conseils (2025). Engagement du public au Canada : constats sur les approches décoloniales, antiracistes et féministes. Canada.

Creative Commons – Attribution – Utilisation non commerciale – Partage dans les mêmes conditions 4.0 International

(CC BY-NC-SA 4.0)

www.creativecommons.org

Cette publication peut être redistribuée à des fins non commerciales, sous n'importe quel format, à condition qu'elle demeure complète et inchangée, et que le RCC soit crédité.



Coordonnées

Courriel : info@icn-rcc.ca

Table des matières

Introduction	04
Nommer les systèmes néfastes	05
Stratégies	06
Réseaux d'entraide	06
Cocréation de ressources	07
Milieux d'apprentissage	08
Pratiques en reddition de comptes	08
Difficultés	09
Ressources	09
Politiques et pratiques organisationnelles	10
Savoirs et capacités : manque à gagner	11
La voie du changement	12
Investir davantage de ressources	12
Multiplier les occasions d'apprendre	13
Renforcer les mécanismes de plaidoyer	14
Conclusion	15

Introduction

La conjoncture mondiale est marquée par de multiples crises, par la montée des extrémismes, par l'incertitude politique, par la baisse du financement de la coopération internationale et par des menaces en hausse pour les droits et libertés des groupes marginalisés. Dans ce contexte, il est de plus en plus important de renforcer les pratiques et les stratégies d'engagement, non seulement pour sensibiliser le public et l'amener à agir collectivement, mais aussi pour qu'il s'engage, à court comme à long terme, en faveur d'avenirs équitables et justes.

À notre époque, les stratégies classiques d'engagement du public ne suffisent plus toujours. Soit elles ne rejoignent pas les groupes les plus touchés par les inégalités, soit (en dépit de bonnes intentions) elles reproduisent ou renforcent les iniquités mondiales qu'elles sont censées rectifier. Les approches décoloniales, féministes et antiracistes sont donc incontournables. Elles offrent des cadres essentiels pour repenser les stratégies d'engagement de manière plus équitable et plus adaptée aux réalités d'aujourd'hui.

Ces dernières années, les organismes du secteur canadien de la coopération internationale ont commencé à intégrer concrètement les cadres décoloniaux, féministes et antiracistes. Élaboré en 2021 par le Centre de l'antiracisme en coopération¹, le cadre antiraciste², par exemple, propose un espace collectif où les organismes peuvent s'engager et se mobiliser en faveur de pratiques antiracistes. Mais malgré ces efforts pour intégrer la justice et l'équité aux politiques et aux programmes organisationnels, le changement systémique reste un objectif difficile à atteindre, surtout en l'absence d'efforts soutenus pour déconstruire les fondements coloniaux et racistes qui continuent d'influencer le secteur.

Le Réseau de coordination des conseils (RCC) participe à ce travail dans le secteur sous forme d'initiatives en recherche, d'ateliers, de webinaires et de formations. Plus largement, notre travail³ porte sur quatre questions clés :

- 1 **Pouvons-nous démanteler les systèmes coloniaux, racistes et patriarcaux?**
- 2 **Comment pouvons-nous imaginer et construire d'autres systèmes?**
- 3 **Quel rôle le public peut-il jouer dans cette démarche?**
- 4 **Quelle est la meilleure façon d'engager le public dans cette optique?**

Par le passé, nous avons étudié⁴ le recours aux approches décoloniales, féministes et antiracistes pour engager le public. Nous avons constaté que pour adopter ces approches, les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales doivent mettre les communautés au centre de leurs démarches, investir des ressources, encourager des dialogues transparents, tisser des liens de confiance et de solidarité, et travailler les mécanismes de réflexion critique. Ces actions sont propices à de meilleures approches en matière d'engagement du public, mais sans le soutien nécessaire, elles sont beaucoup moins susceptibles d'entraîner des changements concrets.

Nos démarches actuelles en recherche sont un prolongement de ce travail : elles explorent l'écosystème au sein duquel les organismes adoptent des approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public.

Notre analyse concerne les effets de l'environnement actuel sur les formes d'engagement possibles, les choix de priorités ainsi que les voix qui sont tantôt exclues, tantôt mises en avant.

¹ <https://centre-arc-hub.ca/>

² Le cadre antiraciste est accessible [ici](#).

³ Pour en savoir plus sur le travail du RCC, cliquez [ici](#).

⁴ « [Vers un engagement du public plus décolonial, antiraciste et féministe](#) »

À propos du projet

L'étude s'appuie sur des données de sondage, des entrevues détaillées et des discussions en groupe pour examiner les possibilités qui s'offrent aux organismes, mais aussi les contraintes auxquelles ils font face quand ils tentent de mettre ces approches en pratique. Nous nous intéressons particulièrement aux conditions institutionnelles qui facilitent ou qui freinent la transformation, notamment la culture organisationnelle, les structures de financement et l'accès aux ressources.

Plus spécifiquement, le projet vise les objectifs suivants :

- Analyser le grand écosystème au sein duquel les organismes en coopération internationale adoptent des approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public
- Recenser et consigner les outils et les pratiques en usage dans l'ensemble du secteur
- Cerner les tensions et les problèmes clés rencontrés par les organismes qui adoptent ces approches
- Formuler des recommandations concernant les politiques et les pratiques en engagement du public et en éducation à la citoyenneté mondiale

L'étude est guidée par les questions de recherche suivantes :

- 1 **Qu'est-ce qui fonctionne dans le recours aux approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public?**
- 2 **À quelles difficultés les organismes qui ont recours à ces approches sont-ils confrontés?**
- 3 **Quelles formes de soutien sont nécessaires pour renforcer le recours à ces approches?**

En situant ces questions dans le contexte élargi de l'instabilité mondiale et des contraintes institutionnelles, nous voulons cerner les mesures nécessaires pour traduire les engagements (autrement dit, les aspirations) en pratiques concrètes et pérennes.



Nommer les systèmes néfastes

Pour entamer une démarche décoloniale, antiraciste et féministe, nommer les systèmes néfastes⁵ et leurs fondements coloniaux est peut-être le point de départ le plus important. Il s'agit de reconnaître directement que plusieurs des structures qui façonnent les pratiques et les politiques contemporaines en coopération internationale sont issues du colonialisme⁶. Aujourd'hui encore, ces origines coloniales influencent les rapports de pouvoir, la création des savoirs et l'accès aux ressources, ce qui profite à certains groupes et en marginalise d'autres. Reconnaître ces réalités est un geste politique essentiel, tant pour identifier les causes profondes des inégalités que pour transformer les conditions qui perpétuent ces dernières.

⁵ Pensons aux systèmes d'oppression comme le racisme, le patriarcat, l'impérialisme et le sexisme, entre autres.

⁶ Voir par exemple : Ziai, A. (2025). « Partnership Instead of Colonialism? The Origins and Colonial Elements of Development Cooperation ». Dans *Global Partnerships and Neocolonialism* (p. 47-70). Cham : Springer Nature Switzerland.

Confronter les systèmes et les structures de pouvoir propres aux histoires coloniales est aussi une démarche relationnelle, qui nécessite une posture de reconnaissance et d'apprentissage vis-à-vis des militant·e·s, des universitaires et des mouvements sociaux qui résistent depuis longtemps aux systèmes coloniaux, racistes et patriarcaux. Les mouvements autochtones, noirs, féministes et des pays du Sud, notamment, ont élaboré des pratiques et des cadres critiques incontournables, qui remettent en question les paradigmes dominants de l'être et du savoir, mais surtout de la coopération internationale. Idle No More⁷, le mouvement zapatiste⁸ et Black Lives Matter⁹, entre autres, restent formateurs dans leurs résistances.

Pour s'investir de manière critique dans ce corpus, il faut dire non à l'extraction et à l'inclusion symbolique afin de nouer des partenariats fondés sur la réciprocité, le respect et la reddition de comptes. Il faut aussi reconnaître et honorer les formes d'action collective qui, depuis longtemps, façonnent (et renforcent, à bien des égards) la mise en œuvre des principes décoloniaux, féministes et antiracistes, à long terme et dans différents contextes. Ce travail doit donc partir d'un engagement à redistribuer les pouvoirs et les ressources, loin des tendances paternalistes néfastes comme le complexe du sauveur ou de la sauveuse¹⁰.

Confronter les logiques coloniales n'est pas une tâche ponctuelle, mais bien une démarche soutenue qui nécessite de nommer, de désapprendre et de reconstruire – autant de gestes essentiels pour imaginer des pratiques d'engagement du public ancrées dans la justice et l'équité. Par conséquent, adopter des approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public est une étape cruciale pour transformer la façon dont les organismes conçoivent, mettent en œuvre et évaluent leurs activités en la matière, mais aussi les systèmes au sein desquels on engage le public. La section qui suit part de cette prémisse pour aborder les stratégies clés qu'utilisent les personnes ayant participé à cette étude pour intégrer concrètement les perspectives décoloniales, antiracistes et féministes dans leur travail.

Stratégies

Réseaux d'entraide

Pour commencer, nous constatons que les organismes qui adoptent des approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public misent souvent sur les réseaux d'entraide et de solidarité avec d'autres organismes et avec les communautés. Ce faisant, ils tissent des liens et aménagent des espaces qui permettent aux parties prenantes d'échanger sur leur travail et leurs priorités tout en favorisant la collaboration.

Collaboratifs et localisés, les réseaux d'entraide sont donc une solution de rechange aux modèles prescriptifs et hiérarchiques. Les activités sont définies à la fois par les objectifs des organismes et par les priorités des communautés. Centrées sur les voix marginalisées et historiquement exclues, ces pratiques relationnelles créent aussi (et c'est vital) des conditions qui rendent la participation sécuritaire et porteuse de sens. Comme le soulignent les personnes qui ont participé à l'étude, pour entretenir de tels réseaux, il faut poser un regard critique sur les pratiques et les programmes actuels en engagement du public : peuvent-ils intégrer différentes façons d'être et de savoir? Si la réponse est non, peut-on collaborer avec les communautés pour transformer ces pratiques et ces programmes?

Ces formes de collaboration nécessitent un engagement soutenu, des ressources et une volonté de transformer les pratiques et les rapports de pouvoir au sein des organismes. Il s'agit notamment d'investir du temps et des ressources pour tisser des liens au-delà des cycles de projets, et d'adopter des pratiques concrètes, p. ex. la dignité dans la mise en récit, pour nourrir ces relations de manière éthique.

Comme le montrent les organismes étudiés, tisser des liens prend du temps, surtout dans un secteur qui est connu depuis longtemps pour ses pratiques extractives.

D'abord et avant tout, il faut faire une réflexion critique et changer des pratiques et des politiques organisationnelles de longue date, en particulier par rapport aux partenaires et aux communautés visées. **Pour ce faire, on doit reconnaître et payer le travail qu'accomplissent les partenaires communautaires (souvent sans rémunération) tout en faisant attention de ne pas surcharger les personnes qui résistent déjà aux systèmes néfastes dans leur travail et leur quotidien.**

Les organismes doivent donc se préparer à composer avec différentes tensions ou différents conflits et à rester réactifs quand les priorités des communautés changent, car la confiance se gagne à long terme. En ce sens, les réseaux d'entraide nécessitent une réflexion, une bienveillance et un engagement soutenus. Fondés sur la solidarité, ils facilitent la redistribution des ressources et des pouvoirs, et renforcent la capacité collective à produire des changements concrets et durables.

Cocréation de ressources

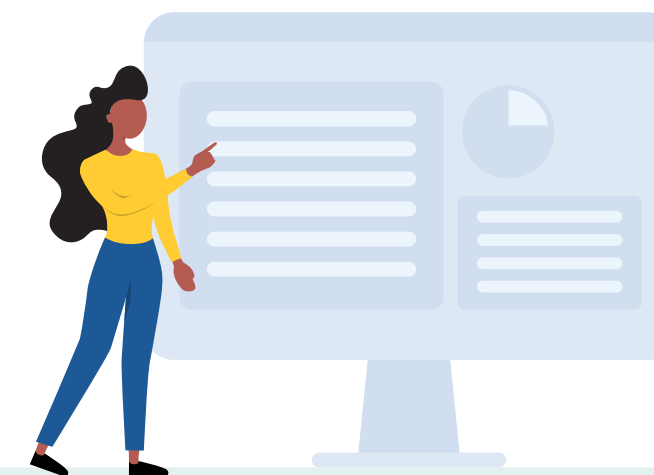
Pour les organismes qui veulent engager le public dans une optique décoloniale, antiraciste et féministe, la cocréation et le partage de ressources sont des pratiques essentielles. Ce travail consiste à sélectionner des ressources sur la décolonisation, l'antiracisme et le féminisme en collaboration avec les partenaires, les groupes consultatifs et les membres des communautés, en s'assurant que cette mobilisation des savoirs reflète une diversité de vécus plutôt qu'une seule perspective institutionnelle. Cet aspect est particulièrement important, certaines communautés étant historiquement exclues et marginalisées par rapport à ces processus¹¹.

Comme nous l'avons souligné, il faut absolument reconnaître et rémunérer le travail des personnes impliquées dans la cocréation de ressources, que ce soit chez les organismes partenaires, au sein des comités

consultatifs ou dans les communautés. En prévoyant des cachets et une rémunération équitable dans le cadre d'un projet, par exemple, on reconnaît l'apport affectif, intellectuel et culturel des communautés. C'est aussi une stratégie cruciale pour éviter les dynamiques d'extraction.

Il est tout aussi important d'investir à l'interne, en allouant du temps et des ressources à la formation, à la réflexion et au dialogue pour aider le personnel à faire ce travail de façon responsable et collaborative. Quand un organisme fait de l'apprentissage une démarche continue, il se donne les moyens de cultiver des approches plus éthiques, inclusives et durables en matière de production et de diffusion des savoirs, à l'interne comme avec ses partenaires.

Notons que les organismes du secteur (ainsi que les individus) ont accès à un corpus de ressources en pleine expansion pour orienter leurs démarches décoloniales, antiracistes et féministes. Les initiatives sectorielles comme le cadre antiraciste, que nous mentionnons plus haut, ainsi que d'autres ressources pédagogiques connexes¹², proposent des conseils pratiques, un vocabulaire commun et des outils de reddition de comptes pour les organismes intéressés. En outre, de nombreux organismes ont mis au point des cadres, des directives, des ressources et des modules destinés à l'interne pour intégrer la justice et l'équité à leurs démarches d'engagement du public¹³. Toutes ces ressources signalent une volonté grandissante d'adopter des pratiques plus décoloniales, antiracistes et féministes.



⁷ <https://idlenomore.ca/>

⁸ [The Zapatista Uprising, 30 Years Later](#)

⁹ <https://blacklivesmatter.com/>

¹⁰ Voir par exemple : <https://theconversation.com/how-white-saviourism-harms-international-development-199392>

¹¹ Aujourd'hui encore, différentes formes d'injustice épistémique font en sorte que certaines ressources, certains savoirs sont invisibilisés, voire éliminés. Pour en savoir plus : de Sousa Santos, B. (2015). *Epistemologies of the South: Justice against epistemicide*. Routledge.

¹² <https://centre-arc-hub.ca/docs/>

¹³ Voir par exemple [cette collection](#), qui regroupe des ressources élaborées par des organismes du Canada et d'ailleurs.

Milieus d'apprentissage

Dans le même ordre d'idées, les milieux d'apprentissage représentent une stratégie pour adopter des approches décoloniales, antiracistes et féministes. Ils permettent d'acquérir des compétences, mais ce sont aussi des espaces relationnels qui favorisent l'apprentissage réciproque et la transformation collective. Autrement dit, les résultats de la présente étude suggèrent que le recours aux approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public doit s'accompagner d'un apprentissage collectif autour de ces trois cadres conceptuels.

Les milieux d'apprentissage sont essentiels : ils permettent un apprentissage continu tout en invitant un dialogue centré sur les voix, les expériences et le leadership des communautés et des partenaires. Pour que tout cela fonctionne, il faut tisser des liens de confiance, de bienveillance et de solidarité avec les communautés, mais également avec les praticien-ne-s qui travaillent au sein des systèmes coloniaux, racistes et patriarcaux, ou qui s'élèvent contre ces systèmes. L'apprentissage devient alors une pratique communautaire, susceptible d'influencer les pratiques collectives visant à transformer ces systèmes.

Soulignons que pour cultiver de tels espaces, on doit agir de manière intentionnelle. Avant de créer des lieux de rassemblement, de rencontre et de réflexion, il faut repenser les conceptions dominantes du temps et de la productivité; il faut reconnaître que les véritables apprentissages et les changements transformateurs prennent du temps et ne produisent pas toujours de résultats immédiats dans le cadre d'un projet donné. On doit donc investir délibérément des ressources et du temps pour entretenir ces espaces à long terme. Autrement, ils risquent d'être réduits à des symboles.

Enfin, les plateformes numériques étant de plus en plus accessibles, les possibilités d'expansion et de pérennisation des milieux d'apprentissage au-delà des frontières se multiplient. **Les espaces virtuels permettent de se réunir et d'apprendre de manière plus accessible, souple et continue, ce qui facilite les rencontres, les échanges et la création de liens.** Ces espaces posent certaines difficultés (sécurité numérique, accès inégal aux technologies, etc.), mais lorsqu'ils sont bien conçus et que les bonnes ressources sont mises en place, ils peuvent servir de complément aux démarches présentiels et aider

à bâtir des communautés d'apprentissage (et de pratique) inclusives et durables autour des approches décoloniales, antiracistes et féministes.

Pratiques en reddition de comptes

Les personnes qui ont participé à l'étude estiment par ailleurs que les pratiques en reddition de comptes sont indissociables des approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public. Pour qu'il y ait reddition de comptes, les organismes doivent aller au-delà d'une éducation superficielle, voire inadéquate, pour instaurer des mécanismes qui favorisent une réflexion critique en continu. **Quand un organisme se dote de cadres de reddition de comptes à l'interne, il s'interroge sur le fonctionnement du pouvoir au sein de ses programmes, de ses pratiques et de ses politiques. Ces derniers produisent-ils (ou reproduisent-ils) des effets néfastes issus du colonialisme, du racisme ou du patriarcat, même si les intentions sont bonnes?** La prise de pouls à intervalles réguliers, les espaces de réflexion collective et les cadres d'évaluation itérative sont des exemples d'outils essentiels.

Ils aident l'organisme à examiner ses politiques, ses pratiques et ses programmes pour s'assurer que ceux-ci ne renforcent pas les systèmes qu'il vise à déconstruire. Dans cette optique, il faut situer précisément la reddition de comptes. Autrement dit, à qui l'organisme rend-il des comptes? Concrètement, la réponse est souvent plurielle : il rend des comptes aux personnes qui l'ont fondé, aux communautés qu'il sert, à son personnel et à d'autres partenaires. Quand on adopte des perspectives décoloniales, antiracistes et féministes, on doit miser sur une approche nuancée qui privilégie la reddition de comptes aux communautés les plus touchées par les inégalités systémiques. Il faut mettre en place des mécanismes de rétroaction qui, au-delà de simples cases à cocher, invitent les personnes participantes à s'exprimer en détail et à faire des suggestions en vue des programmes à venir.

La reddition de comptes devient alors une pratique relationnelle continue, qui se déploie entre l'organisme et les communautés qu'il engage. Au lieu de simplement répondre à des exigences externes en production de rapports, on mise sur la réactivité, la transparence et le

partage des responsabilités avec les communautés. La reddition de comptes n'est plus une simple exigence institutionnelle; elle devient un engagement éthique, indissociable des pratiques de l'organisme au quotidien. À terme, cette priorité donnée à la reddition de comptes permet d'engager le public avec plus d'intégrité, et d'engendrer des résultats plus justes, plus équitables et plus transformateurs, conformes aux principes décoloniaux, antiracistes et féministes.

Difficultés

Ressources

Le manque de ressources demeure un problème considérable pour les organismes qui souhaitent intégrer concrètement les principes décoloniaux, antiracistes et féministes à leurs démarches en engagement du public. **La participation à ce travail est influencée par les inégalités structurelles : dans bien des cas, les communautés que les organismes ont le plus besoin d'engager sont aussi celles pour qui le temps, le financement et le soutien institutionnel sont les plus limités.** Souvent, les organismes communautaires (particulièrement ceux qui travaillent directement auprès des groupes marginalisés) reçoivent trop de demandes de collaboration alors que leurs capacités sont déjà limitées. Cette dynamique fait naître des tensions qui perdurent. **L'engagement du public vise à rectifier les iniquités, mais il est limité par les conditions qui découlent de ces mêmes iniquités.** En l'absence de ressources suffisantes et pérennes, l'engagement risque de devenir un processus d'extraction (on demande aux partenaires de participer sans soutien adéquat). Le manque de ressources ne découle pas seulement d'un manque de financement, mais aussi

de l'allocation du financement. Bien des modèles de financement demeurent rigides, ce qui limite les organismes dans leur capacité d'adapter les budgets pour favoriser des pratiques comme la traduction en langues locales, la rémunération juste des personnes participantes ou le renforcement de leurs capacités. Souvent, pour adopter des pratiques plus équitables (p. ex. la redistribution des fonds, l'investissement dans le leadership local ou l'aide au travail en langues locales pour les partenaires), il faut composer avec des directives institutionnelles contraignantes. On risque alors de perpétuer le déséquilibre des pouvoirs, surtout quand les organismes des pays du Nord gardent le contrôle sur les ressources tandis que leurs partenaires doivent s'adapter à des systèmes, des attentes et des formats imposés de l'extérieur¹⁴.

Le problème est exacerbé par les difficultés que rencontrent les organismes à l'interne, dont le manque d'accès à la formation et aux ressources nécessaires pour transmettre au personnel et aux bénévoles des compétences liées aux pratiques décoloniales, antiracistes et féministes. Les petits organismes, en particulier, n'ont souvent pas les moyens de payer pour des formations spécialisées ou de consacrer du temps à la réflexion ou à l'apprentissage continu. En réponse à ce problème, les personnes qui ont participé à la présente étude soulignent que **certains organismes explorent des approches collaboratives, dont la mise en commun des ressources et des formations, ainsi que des partenariats visant à faciliter le renforcement des capacités.**

La solution à ces problèmes est organisationnelle, mais également systémique. À l'interne, les organismes doivent évaluer leur répartition des ressources, donner la priorité



¹⁴ Cela reste un problème en matière de localisation. Pour en savoir plus :

- « [Disparaître ou survivre? Atouts du soutien aux ressources locales](#) »
- « [What does it mean to be community-led?](#) »

aux pratiques fondées sur l'équité, et soutenir leurs équipes ainsi que leurs partenaires communautaires. À l'externe, il faut absolument prôner des modèles de financement centraux, souples et durables, qui tiennent compte des réalités propres à ce type de travail et qui encouragent un engagement plus équitable. Il s'agit notamment d'instaurer des mécanismes de financement qui transforment la répartition des pouvoirs et des ressources. Le Global Fund for Women¹⁵, FRIDA (le fonds pour la jeunesse féministe)¹⁶, Mama Cash¹⁷ et le Black Feminist Fund¹⁸, entre autres modèles de financement féministe, montrent qu'en matière d'octroi de subventions, les approches souples et participatives axées sur la confiance cadrent mieux avec les valeurs décoloniales, antiracistes et féministes. En l'absence de tels changements, les démarches décoloniales,

Politiques et pratiques organisationnelles

Un autre obstacle de taille se dresse devant les approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public : ces principes ne sont pas encore pleinement intégrés aux politiques et aux pratiques organisationnelles. Les contraintes institutionnelles sont particulièrement visibles au sein des organismes, où les règles et les normes qui encadrent le financement, les programmes, la surveillance et l'évaluation ne cadrent pas toujours avec les principes décoloniaux, antiracistes et féministes. Les critères qui régissent les dépenses, par exemple, ne sont pas forcément compatibles avec les priorités des communautés, la rémunération équitable des personnes participantes ou l'adaptation des processus à différentes réalités culturelles.

La décision d'adopter de telles perspectives sans d'abord mettre en place les cadres, les ressources ou les capacités nécessaires peut entraîner deux types de problèmes. Soit les organismes ont du mal à mettre ces approches en œuvre de manière efficace et réfléchie, ce qui risque de les surcharger ou de nuire à la qualité de leur travail, soit ils les adoptent de façon superficielle, avec pour résultat des démarches de façade néfastes. Sans fondements institutionnels clairs, ces approches deviennent de simples ajouts, par opposition à des éléments centraux du fonctionnement de l'organisme.

Les institutions tendent à évoluer lentement, ce qui exacerbe le problème. Même si le personnel et les praticien-ne-s souhaitent adopter des méthodes plus équitables en matière d'engagement du public, certaines politiques, pratiques et normes organisationnelles les ralentissent. Un tel retard de la part des institutions décourage la transformation et pousse le personnel à renouer avec ses vieilles pratiques, surtout quand les résultats des nouvelles approches sont incertains ou difficilement quantifiables à court terme. Cette tension illustre l'importance d'un engagement individuel et d'une transformation systémique pour pérenniser des changements dignes de ce nom.

Si on souhaite combler ces écarts, il faut faire des efforts délibérés pour intégrer les principes décoloniaux, antiracistes et féministes aux politiques, aux pratiques et aux cultures organisationnelles. Notamment, on doit repenser la gouvernance, les mécanismes de financement et les cadres d'évaluation afin de mieux soutenir les approches relationnelles et communautaires. On doit aussi investir dans le renforcement des capacités, en plus de créer des espaces bienveillants où le personnel peut expérimenter, apprendre et réfléchir en continu. Bref, il faut absolument arrimer les structures internes à ces principes pour que les engagements se traduisent en actions.

Savoirs et capacités : manque à gagner

Le manque à gagner quant aux savoirs et aux capacités représente un obstacle de taille pour les approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public. Souvent, il se manifeste au niveau individuel et au niveau organisationnel. Si les obstacles systémiques continuent d'exercer une profonde influence, beaucoup des personnes qui ont participé à l'étude parlent d'une résistance plus immédiate, sur le plan interpersonnel.

Ce problème est particulièrement présent dans les équipes où certaines personnes soit ont des préjugés bien ancrés, soit ne savent pas comment aborder ces cadres conceptuels. Même les initiatives les mieux conçues risquent d'échouer si le personnel n'est pas bien outillé ou s'il hésite à participer.

À ce problème s'ajoutent les différentes façons de concevoir la décolonisation, l'antiracisme et le féminisme, voire les idées fausses à leur sujet. Bien que ces concepts soient complémentaires et, globalement, concernent des systèmes néfastes¹⁹, les approches décoloniales, antiracistes et féministes sont des grilles d'analyse distinctes. Les approches décoloniales s'intéressent aux effets tenaces des rapports de pouvoir coloniaux sur les systèmes sociaux, culturels, économiques et politiques à notre époque. Les approches antiracistes, pour leur part, examinent la présence du racisme dans les politiques, les pratiques et la vie quotidienne. Quant aux approches féministes, qui mettent l'accent sur les rapports de pouvoir genrés, elles soulignent les inégalités qui naissent et perdurent à la croisée des systèmes d'oppression. Au-delà des définitions générales, ces termes sont régulièrement contestés et réinterprétés, voire instrumentalisés à des fins qui sont contraires à leurs principes fondateurs.

Par conséquent, un même cadre ne s'applique pas toujours parfaitement d'un contexte à l'autre, et dans certains cas, le vocabulaire connexe est un obstacle en soi. Le terme décolonisation, par exemple, peut susciter de la résistance



dans les contextes institutionnels où il est mal compris. Ailleurs, on interprétera le mot féminisme trop étroitement, sans tenir compte de l'intersectionnalité. D'où l'importance d'un dialogue et d'un apprentissage continu : il faut s'assurer que ces concepts sont compris et appliqués de manière nuancée, et non réduits à des étiquettes ou des cases à cocher pour obtenir du financement.

Notons que l'ambiguïté peut aussi entraîner des malentendus quant à la définition du succès. Par exemple, comme le souligne une personne participante, « si beaucoup de femmes participent aux démarches d'engagement du public, on pourrait en déduire qu'une approche féministe est déjà en place, sans se demander qui sont ces femmes, quelles voix manquent à l'appel, et si tout le monde s'est senti respecté, entendu et en sécurité » (traduction libre). La perspective décoloniale, antiraciste et féministe nécessite une analyse plus poussée des mécanismes de pouvoir, d'accès, d'inclusion et de participation. Plus précisément, il faut se demander comment la race, la classe sociale, l'âge et le genre, entre autres identités croisées, influencent l'inclusion dans les activités d'engagement du public ainsi que l'accès et la participation à celles-ci.

¹⁵ <https://www.globalfundforwomen.org/>

¹⁶ <https://youngfeministfund.org/>

¹⁷ <https://www.mamacash.org/>

¹⁸ <https://blackfeministfund.org/>

¹⁹ [This is the Work: Applying anti-racist and decolonial approaches to policy and advocacy.](#)

C'est un manque à gagner en matière de savoir et de capacités auquel on doit répondre par une formation, un apprentissage et un soutien institutionnel soutenus. Il faut aussi créer des espaces de réflexion et de discussion en continu, où le personnel peut bâtir une compréhension commune et remettre en question ses préjugés de manière constructive. On doit également (et c'est tout aussi important) reconnaître et valoriser les savoirs qui existent déjà dans les communautés et chez les praticien-ne-s qui n'utilisent pas forcément ces termes, mais qui font néanmoins un travail décolonial, antiraciste et féministe. Il s'agit non seulement d'intégrer ces cadres aux démarches d'engagement du public, mais aussi de nourrir des cultures et des espaces propices à l'apprentissage dans les communautés.

La voie du changement

Au terme de cette étude, nous faisons les recommandations suivantes aux organismes en coopération internationale, aux décideuses et aux décideurs politiques ainsi qu'aux partenaires communautaires qui souhaitent adopter des approches décoloniales, antiracistes et féministes.

Investir davantage de ressources

L'une des principales recommandations qui ressortent de l'étude concerne l'importance d'allouer des fonds aux démarches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public. Ce financement permettrait aux organismes de prévoir du temps et des ressources pour tisser des liens durables avec les communautés. Ce travail est régulièrement sous-estimé et sous-financé, mais comme nous l'avons vu, il est essentiel pour quiconque vise un véritable engagement plutôt qu'une simple transaction.

L'investissement de ressources doit permettre aux organismes d'intégrer ce travail relationnel à leurs projets (échanciers, budgets), même quand il ne produit pas de résultats immédiats. De même, il faut investir des ressources dans le renforcement des capacités organisationnelles sous forme de formations et de pratiques réflexives en continu, qui permettent au personnel et aux partenaires de se familiariser avec ces approches. Nous l'avons mentionné, cela nécessite de financer les milieux d'apprentissage.

Dans cette optique, on doit examiner d'un œil critique la structure et la répartition du financement. La dépendance envers le financement gouvernemental soulève d'importantes questions en matière de reddition de comptes et de priorités, les objectifs de transformation n'étant pas toujours en phase avec les exigences institutionnelles. En réponse à cette tension, il faut prôner l'allocation de ressources et l'assouplissement des modèles de financement pour permettre aux organismes d'arrimer leurs priorités à celles des bailleuses et des bailleurs de fonds, mais aussi à celles des communautés auprès desquelles ils travaillent.

Imaginer de nouvelles modalités en répartition des ressources, c'est aussi allouer une partie d'entre elles à la sensibilisation du grand public afin de remettre en question et de contrer les récits, les attitudes et les stéréotypes néfastes qui perpétuent les systèmes coloniaux, racistes et patriarcaux, et de faire rayonner les démarches décoloniales, antiracistes et féministes dans le secteur. Bref, les changements visés par les approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public nécessitent une allocation de ressources équitable et adéquate.



Multiplier les occasions d'apprendre

Pour renforcer les approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public, l'équipe de recherche recommande d'investir dans des occasions d'apprentissage concrètes et soutenues, au-delà des formations habituelles. Il pourrait s'agir d'initiatives cocrées, puis codirigées par les communautés, p. ex. des ateliers, des communautés de pratique, des cercles d'apprentissage ou des rassemblements communautaires qui inviteraient le dialogue, la réflexion et la croissance collective en continu.

Participatifs et collaboratifs, ces milieux d'apprentissage offriraient aux gens des occasions plus que nécessaires de poser un regard critique sur leurs préjugés, leurs privilèges et leur positionnement. Pour que les personnes participantes apprennent efficacement, il faut leur proposer une animation ancrée dans leur réalité et qui s'adapte à celle-ci. On doit notamment reconnaître que la résistance et l'inconfort, souvent associés aux croyances et aux préjugés, font partie intégrante de la démarche. Pour y répondre, il faut privilégier une animation réfléchie et mettre l'accent sur les systèmes au sens large, afin d'aider les gens à discuter de manière critique, sans être sur la défensive.

Au niveau organisationnel, on peut intégrer l'apprentissage continu aux politiques et aux pratiques, par exemple en assignant des rôles précis ou en créant des communautés de pratique ou des groupes de travail axés sur l'adoption de perspectives décoloniales, antiracistes et féministes. Quand on néglige de désigner des responsables et d'accorder une attention soutenue à ces questions, les démarches risquent de se fragmenter ou de devenir superficielles.

Enfin, il faut comprendre l'apprentissage continu autour des perspectives décoloniales, antiracistes et féministes comme une démarche itérative à long terme qui se déploie au-delà de l'organisme, dans la société au sens large. Autrement dit, cette forme d'apprentissage est indissociable du vivre-ensemble. C'est une réflexion continue, empreinte d'humilité. Pour en bénéficier, il faut être prêt-e à désapprendre des préjugés profondément ancrés, mais aussi à rendre des comptes aux personnes les plus touchées par les iniquités systémiques.



Renforcer les mécanismes de plaidoyer

Le plaidoyer joue un rôle crucial dans l'avancement des approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public. Il permet aux organismes de sensibiliser le public à ces principes de manière accessible et adaptée sur le plan culturel. Ce faisant, ils aident le public à comprendre tout en déjouant les idées fausses. Il s'agit non seulement de nommer et de dénoncer les systèmes coloniaux, racistes et patriarcaux, mais aussi de porter des représentations nuancées qui mettent l'accent sur l'agentivité, le leadership, le vécu et le travail des communautés marginalisées.

Pour remettre en question les stéréotypes les plus persistants et transformer les récits dominants, il faut non seulement inclure, mais aussi valoriser une diversité de voix. En ce sens, le plaidoyer est une démarche perturbatrice et constructive : il remet en question les préjugés néfastes tout en prônant des façons plus justes et plus équitables de concevoir et d'agir sur le monde.

Le principe d'intersectionnalité²⁰ est un outil essentiel en matière de plaidoyer. Il nous permet de reconnaître que les systèmes néfastes affectent les gens différemment selon leur positionnement. De ce point de vue, si les luttes contre l'oppression sont interreliées (et ne peuvent donc être comprises isolément), elles nécessitent aussi une approche nuancée, qui tient compte des expériences et des priorités de multiples groupes. Comme le souligne une des personnes participantes, « il faut pouvoir aborder les tensions et les angles morts au sein des mouvements, par exemple en reconnaissant que certaines approches féministes risquent de reproduire des préjugés racistes si elles ne sont pas ancrées dans une analyse intersectionnelle » (traduction libre). On doit absolument



composer avec ces contradictions, même quand elles sont source de malaise.

Surtout, les démarches de plaidoyer doivent viser la transformation des cadres et des systèmes qui façonnent notre secteur. Il faut donc examiner d'un œil critique les pratiques, les politiques et les normes institutionnelles qui existent déjà pour déterminer si (et comment) elles engendrent ou reproduisent des iniquités, même si tel n'est pas l'objectif. On doit aussi se préparer à repenser, à réimaginer ces structures en vue de nouvelles approches fondées sur des principes décoloniaux, antiracistes et féministes. Cette démarche nécessite non seulement un changement organisationnel à l'interne, mais aussi un plaidoyer collectif, pour influencer les pratiques et les processus relatifs aux politiques dans le secteur au sens large. De ce point de vue, le plaidoyer peut aider à créer les conditions nécessaires pour des formes plus équitables et plus transformatrices d'engagement du public.

²⁰ << [The Urgency of Intersectionality](#). >>

Conclusion

Dans l'ensemble, la présente étude a permis de constater que l'environnement propice à l'adoption d'approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public est en pleine croissance dans le secteur canadien de la coopération internationale. Les organismes ne partent pas de zéro; beaucoup d'entre eux ont déjà commencé ce travail, par exemple en tissant des réseaux d'entraide, en cocréant des ressources, en aménageant des milieux d'apprentissage intentionnel et en renforçant leurs pratiques de reddition de comptes. Ces initiatives témoignent d'un important virage quant au recours à ces approches dans les démarches d'engagement du public. Néanmoins, d'importants obstacles demeurent : le manque de ressources adéquates, des politiques et des pratiques organisationnelles contraignantes, ainsi qu'un manque à gagner sur le plan des savoirs et des capacités continuent de limiter la profondeur et la durabilité de ces démarches.

Pour aller plus loin, l'ensemble du secteur doit prendre des mesures collectives durables : investir davantage dans les ressources, multiplier les occasions d'apprentissage continu axé sur la réflexion critique, et plaider plus efficacement pour la transformation des conditions structurelles qui définissent le secteur de la coopération internationale. Il faut également continuer de s'engager envers la collaboration et la solidarité afin d'ancrer les démarches dans les savoirs et le leadership des communautés les plus touchées par les iniquités systémiques. La mise en œuvre d'approches décoloniales, antiracistes et féministes en engagement du public n'est pas une destination, mais bien un processus continu qui exige persistance et réflexion, en plus d'une volonté commune de bâtir des avenir plus justes et plus équitables.



Pour plus d'informations sur les activités de l'ICN en matière d'engagement du public :

<https://icn-rcc.ca/fr/>



 **Réseau de coordination
des conseils** conseils provinciaux et régionaux
pour la coopération internationale



En partenariat avec
Canada 

Engagement du public au Canada : constats sur les approches décoloniales, antiracistes et féministes.
Tous droits réservés.